



DIAMANTBLEU
GESTION

ORCHIDEE I LONG/SHORT

PROSPECTUS DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT ORCHIDEE I
LONG/SHORT

**Cet OPCVM, relevant de la directive européenne 2009/65/CE, a été agréé par
l'Autorité des marchés financiers le 25 avril 2008**

Prospectus

OPCVM RELEVANT DE LA DIRECTIVE
EUROPEENNE 2009/65/CE

1- Caractéristiques générales

A/ Forme de l'OPCVM

Dénomination	ORCHIDEE I Long/Short
Forme juridique	FCP Fonds Commun de Placement de droit français
Date de création	13 mai 2008
Durée de vie	99 ans

B/ Synthèse de l'offre de gestion

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise	Valeur initiale de la part	Montant minimal de souscription
FR0010609602	Capitalisation exclusivement	EURO	100 €	50.000€
Souscripteurs concernés	Tous souscripteurs dans la limite du montant minimal			

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer les différentes informations réglementaires :**

Les derniers documents annuels et périodiques, ainsi que le document présentant les principes de la politique de rémunération des collaborateurs sont disponibles sur le site internet de la société et sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

SAS Diamant Bleu Gestion

63 Avenue des Champs-Elysées
75008 Paris
01 55 27 27 90

www.diamantbleugestion.com

Toutes explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion dont les coordonnées figurent ci-dessus.

2- Les acteurs

Société de gestion	Diamant Bleu Gestion Société Anonyme Simplifiée Agrément AMF : GP09000009 63 Avenue des Champs Elysées -75008 Paris Tel : 33 1 55 27 27 90
Centralisateur	Diamant Bleu Gestion (voir ci-dessus)
Dépositaire Etablissement en charge de la tenue de registre des parts	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES SCA (voir ci-dessous)
Commissaire aux comptes	Deloitte 185 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine Cedex M. Olivier GALIENNE
Responsable conformité et contrôle interne par délégation	OCR Conseil, SARL 46 rue Ledru Rollin 94100 St-Maur des Fossés
Commercialisation	Diamant Bleu Gestion
Gestion comptable	BNP Paribas Securities Services SCA 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Conseillers externes	Néant

Identité du Dépositaire de l'OPCVM

Le Dépositaire de l'OPCVM est BNP Paribas Securities Services SCA, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque BNP Paribas Securities Services calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont BNP Paribas

Securities Services est Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous- délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

3. Règles de fonctionnement et de gestion

A/ Caractéristiques Générales

1. Caractéristiques des parts

Code ISIN	FR0010609602
Inscription à un registre / Tenue du passif	Les parts sont admises en Euroclear France et suivent les procédures habituelles de règlement/livraison. Les parts sont tenues au passif par le dépositaire
Forme des parts	Au porteur
Nature du droit attaché à la catégorie de parts	Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs de l'OPCVM proportionnel au nombre de parts possédées

Droit de vote	Aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions sont prises par la société de gestion.
Décimalisation	Dix millième
Valeur initiale	100 euros

2. Date de clôture de l'exercice

La date de clôture intervient avec la dernière valeur liquidative du mois de novembre. Exceptionnellement, le premier exercice a été clos le 30 novembre 2009.

3. Indication sur le régime fiscal

Selon le régime fiscal du souscripteur, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation.

B/ Dispositions particulières

1. Objectifs de gestion

ORCHIDEE I cherche à réaliser une performance décorrélée quelles que soient les conditions de marchés, avec une volatilité maîtrisée. La gestion se fixe un objectif de volatilité de l'ordre de 2-3%.

La gestion sera active et de court terme et se fera au travers d'achats et de positions vendeuses d'actions de la zone Euro.

2. Indicateurs de référence

L'objectif d'ORCHIDEE I Long/Short est un objectif de performance décorrélée de l'évolution des marchés.

ORCHIDEE I ne cherche pas à suivre ou à répliquer la performance d'un indice. Aucun indice de référence ne sera utilisé par ORCHIDEE I Long/Short afin de réaliser l'objectif de performance.

Cependant, la performance à posteriori pourra être comparée avec l'EONIA capitalisé.

L'indice EONIA (Euro Overnight Index Arbitrage) correspond à la moyenne des taux sans risque au jour le jour de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne. Ce calcul est disponible sur les principaux sites financiers. Code Bloomberg : EONIA Index.

L'administrateur de cet indice est European Money Markets Institute (EMMI). Cet administrateur n'est pas inscrit sur le registre de l'ESMA. Des informations complémentaires sur cet indice sont accessibles sur le site internet www.emmi-benchmarks.eu.

3. Description des stratégies d'investissement

La stratégie est de type long / short sur les actions de la zone euro. Elle consiste à délivrer une performance absolue, indépendamment du comportement des marchés. Les gestionnaires peuvent prendre des positions à la vente. L'exposition nette du fonds aux marchés actions n'est pas nulle, mais varie en fonction de l'appréciation des gestionnaires.

La stratégie d'investissement repose principalement sur des indicateurs techniques fournis par un système propriétaire d'aide à la décision, et non sur l'appréciation par les gérants des caractéristiques fondamentales des titres traités. Son objectif est de détecter rapidement et d'exploiter les rotations sectorielles opérées en permanence sur les marchés d'actions.

- **C'est une stratégie liquide** puisque l'activité est concentrée sur les valeurs européennes à très large capitalisation, ce qui permet, en cas de nécessité, de couper les positions très rapidement.
- **C'est une stratégie active de court terme** puisque l'objectif est de capter des écarts de l'ordre de 3 à 4 % en moyenne, à la hausse comme à la baisse, avec une durée indicative moyenne de détention des positions de 1 à 2 semaines.
- **C'est une stratégie directionnelle**, (contrairement à « neutral ») puisque le fonds peut être orienté dans un sens long ou short en fonction des tendances détectées.

Le processus d'investissement consiste à détecter très rapidement, au moyen d'un ensemble d'indicateurs techniques, puis à exploiter, des signaux de surperformance et de sous performance des valeurs composant l'univers de gestion. Les gérants se portent acheteurs des valeurs donnant des indications de surperformance, et vendeurs des titres qui donnent des signaux de sous-performance. Ponctuellement, les gérants pourront recourir à une stratégie de stock picking, en fonction d'indicateurs chartistes.

Notre politique d'investissement intègre désormais de façon systématique et simultanée les critères liés à l'Environnement, au Social et à la qualité de Gouvernance, ainsi que ceux liés à la lutte contre le réchauffement climatique (critères dits E.S.G-Climat). Diamant Bleu Gestion prend en considération les enjeux de développement durable des entreprises, considérant que les entreprises ne doivent pas seulement tenir compte de leurs seuls objectifs et résultats économiques mais doivent agir de manière responsable.

La méthodologie de notation ESG Climat des entreprises utilisée par Diamant Bleu Gestion est un modèle développé en interne. Il se base sur les données extra financières communiquées par les entreprises elles-mêmes dans leur rapport annuel, et sur les analyses de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme. Chaque société est notée indépendamment des autres suivant des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance : La note ESG Climat d'un fonds est la résultante de la pondération de chacune des sociétés à l'actif du portefeuille.

4. Description des catégories d'actifs

- Actions européennes (de -100 à +100%)

Les instruments financiers utilisés seront des actions européennes. Le fonds investira sur les principaux marchés européens exclusivement de la zone Euro, à savoir Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, et Portugal, Le fonds investira principalement sur les grandes et méga capitalisations européennes, appartenant aux grands indices.

La gestion sera discrétionnaire en termes de répartition géographique et sectorielle.

- Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Le fonds pourra être investi jusqu'à 100% de l'actif net en instruments du marché monétaire (Neu CP et Bons du Trésor), émis par des entités de la zone euro et notés au minimum BBB, ou A2/P2.

Le fonds pourra également être investi jusqu'à 100% de l'actif net en titres du marché obligataire à taux fixe, de durée résiduelle de moins de 1 an, ou à taux variable, de durée résiduelle de moins de 3 ans, émis par des entités de la zone euro et notés au minimum BBB, ou A2/P2. Diamant Bleu Gestion ne recourt pas systématiquement ou mécaniquement à des notations de crédit émises par des agences de notation pour évaluer la qualité de crédit d'un instrument financier, mais dispose de ses propres méthodes d'évaluation et de gestion des risques associés aux actifs détenus par ses fonds.

- Actions ou parts d'OPCVM (de 0 à 10%)

Le FCP peut investir jusqu'à 10% de son actif net en parts ou actions d'OPCVM . Les OPCVM mentionnés ci-dessus peuvent être gérés par la Société de gestion ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 233-16 du code de commerce.

- Instruments financiers à terme simples : de -100 à +100%.

Le FCP ORCHIDEE I LONG SHORT pourra intervenir sur les futures et options des marchés actions européens négociés sur un marché réglementé. Il sera ainsi possible d'augmenter ou de diminuer l'exposition du portefeuille au risque actions, sans recherche de surexposition. Aucun instrument sur les marchés dérivés de taux, de change, ou de crédit ne sera utilisé.

Afin de réaliser ses objectifs de gestion, le FCP pourra intervenir sur des marchés de gré à gré :

Ainsi, le FCP ORCHIDEE I LONG SHORT investira sur des equity swap ou des CFD (Contract For Difference) qui reconstituent une exposition synthétique aux actions. Ces instruments sont montés sur mesure pour lui permettre de prendre des positions soit vendeuses soit acheteuses afin de réaliser sa stratégie, sans recherche d'effet de levier.

Le *Contract For Difference* « *CFD* » est un produit dérivé qui s'apparente de par son principe de fonctionnement à un equity swap à durée déterminée. Ce dérivé permet au gérant de prendre des positions sans réaliser d'investissement dans le titre sous-jacent.

Le CFD réplique le mouvement de prix et de flux versés par le titre mais ne donne pas lieu au transfert de propriété des titres.

Les contreparties seront sélectionnées selon des procédures strictes. Les CFD peuvent présenter des risques de liquidités.

Les CFD sont réglementés par :

- une convention cadre FBF
- Une annexe de remise en garantie
- Les termes généraux du CFD qui définissent le produit dans le détail
- Le calcul des montants payés et reçus en fin de mois, les ajustements.

▪ Dépôts

Le fonds n'investira pas dans cette catégorie d'actif.

▪ Emprunt d'espèces

Le fonds peut être emprunteur d'espèces. Sans avoir vocation à être structurellement emprunteur d'espèces, le fonds peut se trouver temporairement en position débitrice en raison des opérations liées à ses flux versés (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscriptions/rachats,...) dans la limite de 10%.

▪ Opérations de cessions et acquisitions temporaires de titres

Les opérations utilisées seront les prises et mises en pension et les prêts et emprunts de titres. L'ensemble de ces interventions vise à optimiser la gestion de trésorerie et optimiser les revenus perçus par l'OPCVM (de 0 à 100% de l'actif net).

Rémunération : Des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions.

▪ Titres intégrant des dérivés

Les éventuels bons ou droits détenus suite à des opérations affectant les titres en portefeuille sont autorisés, mais le fonds n'a pas vocation à acquérir en direct ce type d'actifs.

6 Gestion des risques

L'objectif de la gestion est l'optimisation du couple risque/performance, au moyen notamment d'une gestion des risques active et rigoureuse.

Cette politique de maîtrise des risques est mise en œuvre à travers les points suivants :

Liquidité

La gestion est concentrée sur les grandes capitalisations des grands indices européens. Aucun titre de capitalisation inférieure à un milliard d'euros ne pourra être traité.

Limites d'engagement :

L'engagement total brut (somme des positions longues et short en valeur absolue) pourra représenter au maximum 200% de l'actif net du fonds, conformément à la réglementation.

L'exposition nette du FCP oscillera entre -100% et +100%.

Volatilité :

La stratégie d'investissement doit conduire à l'accumulation de gains de court terme réguliers, indépendants du contexte des marchés, et donc à une volatilité du fonds limitée. L'objectif fixé est celui d'une volatilité maximale de 5%.

Le respect de cet objectif fait l'objet d'un contrôle hebdomadaire, exercé par le responsable du contrôle des risques.

Tout dépassement durable fait l'objet d'un rapport du responsable du contrôle des risques, adressé aux gérants et conduira à un réexamen des positions.

Concentration des positions

L'univers de gestion étant constitué principalement des plus grandes capitalisations des indices, le nombre moyen de lignes en position est volontairement restreint.

Pour proscrire toute concentration excessive, la gestion respectera les règles suivantes :

- La position maximale autorisée par émetteur est de 10% de l'actif total du fonds.
- Le montant cumulé en valeur absolue des positions représentant individuellement entre 5 et 10% de l'actif du fonds ne peut pas excéder 40% de l'actif du fonds.

Perte maximale par ligne (stop loss)

La perte maximale autorisée par ligne (différence entre le prix d'origine de la position et le prix actuel) est fixée à 10%.

Quand cette limite est atteinte, les gérants procèdent au débouclage immédiat de la position ; les responsables du contrôle de premier niveau s'assureront du respect impératif et immédiat de cette règle.

Gestion du risque de baisse de l'actif

Le suivi quotidien et hebdomadaire de l'évolution de la perte courante du fonds – ou drawdown – et, partant, la politique de gestion du risque de baisse de l'actif, est partie intégrante du contrôle des risques et de la stratégie d'investissement.

- Dans le cas d'un drawdown d'un montant atteignant 5%, et constaté au cours des six dernières semaines d'exercice, les gérants devront procéder au réexamen de la composition d'ensemble du portefeuille et de chacune des positions et adresser un rapport au responsable du contrôle des risques détaillant les décisions envisagées.

En outre, les limites d'engagement seront abaissées :

- L'engagement brut pourra représenter au maximum 100% de l'actif net du fonds.
- L'engagement net pourra représenter au maximum 50% de l'actif net du fonds.

Ces dispositions cesseront de s'appliquer quand le drawdown courant reviendra en dessous de 3%.

- Dans le cas où le drawdown s'aggraverait pour atteindre 10%, et afin d'assurer la gestion du risque de baisse de l'actif, une poche de liquidités serait impérativement

créée, le ratio d'engagement brut serait alors ramené à 70% maximum de l'actif du fonds, et l'engagement net à 35%.

Ces dispositions cesseront de s'appliquer quand le drawdown courant reviendra en dessous de 7%.

7 Profil de risque

Le fonds est principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés financiers.

Les principaux risques auxquels s'exposent les investisseurs en souscrivant les parts du FCP sont les suivants :

Risques spécifiques au processus de gestion

Le processus de gestion repose sur l'élaboration d'un modèle d'aide à la décision permettant d'identifier des signaux sur la base de résultats statistiques passés. Il existe un risque que ce modèle ne soit pas efficient, rien ne garantissant que les situations de marché passées se reproduisent à l'avenir.

Risque de perte en capital : L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être intégralement restitué.

Risque lié aux marchés d'actions : Ce risque dépend essentiellement des expositions nettes du FCP. Le FCP peut être exposé aux marchés actions, il est directement associé à l'évolution générale et aux aléas des marchés d'actions ainsi qu'à la performance sous-jacente de leurs composantes individuelles et sectorielles. La valeur liquidative du fonds peut donc baisser significativement. Le fonds pouvant avoir une exposition nette négative, sa valeur liquidative est susceptible de sous-performer voire de baisser dans un marché haussier. A l'inverse, du fait de son éventuelle exposition au-delà de l'actif net, le fonds est susceptible d'amplifier la baisse dans un marché baissier.

Risque lié à la gestion discrétionnaire : Le fonds cherche à générer de la performance par des anticipations à la hausse ou à la baisse de l'évolution du cours des instruments composant son univers de gestion. Ces anticipations peuvent être erronées et conduire à une contre-performance provoquant une performance inférieure à l'objectif de gestion. En cas d'évolution défavorable de ces anticipations, (hausse des positions vendeuses et/ou baisse des positions acheteuses), la valeur liquidative de l'OPCVM pourra baisser.

Risque de crédit : il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi l'OPCVM peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative.

Risque de contrepartie : Ce risque mesure les pertes encourues par le FCP au titre des engagements contractés auprès d'une contrepartie défaillante. En particulier, le FCP aura recours aux Swaps sur actions et indices ainsi qu'aux CFD afin de mettre en œuvre sa stratégie.

Risque de taux : Les variations des marchés de taux peuvent entraîner des variations de l'actif pouvant avoir un impact négatif sur l'évolution de la valeur liquidative du fonds : le fonds pouvant être composé jusqu'à 100% en supports de taux courts, la valeur liquidative peut baisser en cas de hausse des taux.

Risque de conflit d'intérêt

Le risque de conflit d'intérêt peut advenir en particulier lors de la conclusion d'opérations de cession ou d'acquisition temporaires de titres avec des contreparties liées au groupe auquel appartient la société de gestion. Le FCP n'est pas exposé à ce risque, la société de gestion ne réalisant aucune des opérations visées avec une contrepartie liée à son groupe.

8 Souscripteurs concernés

Tous souscripteurs

Montant minimal de souscription : 50.000€

Le FCP s'adresse à tous souscripteurs. L'horizon d'investissement minimum recommandé est de 5 ans. Le souscripteur recherche une performance absolue quelles que soient les conditions de marché avec une volatilité maîtrisée. Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à 5 ans mais aussi de votre désir de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements pour ne pas être uniquement exposé aux risques de cet OPCVM. Il s'adresse en priorité à une clientèle institutionnelle.

La durée minimale de placement recommandée est de 5 ans. Ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

9 Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les revenus sont intégralement capitalisés.

10. Caractéristiques des parts

Devise de libellé : Euro

Fractionnement : Dix Millièmes de parts

4. **Informations d'ordre pratique et commercial**

A/. Modalités de souscription et de rachat

Les souscriptions sont acceptées en montant et en nombre de parts, les rachats uniquement en nombre de parts.

Les bulletins dûment remplis et signés, doivent être adressés au dépositaire et/ou à la société de gestion par fax ou par courrier.

Les ordres de souscription et de rachat doivent parvenir à l'établissement dépositaire en charge de la centralisation des ordres en J-1 ouvré avant 14h (J étant la date de la valeur liquidative). Les règlements afférents interviendront en J+2 ouvré.

Les souscriptions et rachats sont réalisés sur la prochaine valeur liquidative calculée.

Centralisateur : Diamant Bleu Gestion

63 Avenue des Champs Elysées -75008 Paris.

Tel : 33 1 55 27 27 90 Fax : 33 1 55 27 27 94

Mail : dl@diamantbleugestion.comAdresse des organismes chargés de recevoir les souscriptions et les rachats :**BNP Paribas Securities Services SCA, 3 rue d'Antin – 75002 Paris**Date et périodicité de la Valeur liquidative :Quotidienne : la valeur liquidative est établie chaque jour à l'exception des jours de clôture de la Bourse de Paris.Les valeurs liquidatives sont publiées sur le site Internet de la société www.diamantbleugestion.com

<i>J-1 ouvrés</i>	<i>J-1 ouvrés</i>	<i>J : jour d'établissement de la VL</i>	<i>J+1 ouvrés</i>	<i>J+2 ouvrés</i>	<i>J+2 ouvrés</i>
<i>Centralisation avant 14h des ordres de souscription</i>	<i>Centralisation avant 14h des ordres de rachat</i>	<i>Exécution de l'ordre au plus tard en J</i>	<i>Publication de la valeur liquidative</i>	<i>Règlement des souscriptions</i>	<i>Règlement des rachats</i>

B/ Frais de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur et en diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au Fonds Commun de Placement servent à compenser les frais supportés par lui pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc....

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et rachats	Assiette	Taux
Commission de souscription non acquise au FCP	Valeur Liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de souscription acquise au FCP	Valeur Liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FCP	Valeur Liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au FCP	Valeur Liquidative x nombre de parts	Néant

C/ Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au Fonds Commun de Placement, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, taxes) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue, notamment, par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement peuvent s'ajouter :

- des commissions de performance facturées au Fonds Commun de Placement. Les commissions de surperformance rémunèrent la société de gestion dès lors que le Fonds Commun de Placement a atteint ou dépassé ses objectifs de performance ;
- des commissions de mouvement facturées au Fonds Commun de Placement ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux
Frais de gestion	Actif net	1,60% TTC , prélevés au début de chaque mois
Frais de gestion externes à la société de gestion (CAC, dépositaire, distribution, avocats)	Actif net	Néant
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	0,20% TTC maximum
Commissions de mouvement versées à la société de gestion	Prélèvement sur chaque transaction effectuée pour le compte du FCP	Néant
Commissions de mouvement versées au dépositaire	Prélèvement sur chaque transaction effectuée pour le compte du FCP	Barème suivant la place de transaction
Commission de surperformance	Actif net	20% TTC au-dessus de l'EONIA capitalisé

Pour l'exécution de ses transactions, le FCP fait appel à des intermédiaires financiers.

Ceux-ci sont spécifiquement sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Notoriété et solidité financière de la société
- Qualité et coût d'exécution des ordres
- Qualité de la recherche (macro-économique, sectorielles, valeurs)
- Qualité du back office
- Confidentialité des ordres transmis

D / Commission de performance

La société de gestion prélève une commission variable de 20% TTC de la performance positive nette de frais au-delà de l'EONIA, pour autant que la performance du FCP, nette de tous frais, soit positive et que la valeur liquidative de fin d'exercice soit supérieure à la plus élevée des valeurs liquidatives des fins d'exercice précédents (**High Water Mark**). Cette commission est définitivement acquise à la société

- en cas de rachat des parts en cours d'exercice ou

- à chaque clôture d'exercice (dernière VL du mois de novembre).

Lors du calcul de chaque valeur liquidative, le montant des frais variables sera imputé et provisionné. Dans le cas d'une sous performance du FCP par rapport à la dernière valeur liquidative calculée, la provision est réajustée par le biais d'une reprise de provision. Les reprises de provision sont plafonnées à hauteur des dotations. Lors d'un rachat de parts en cours d'exercice, la commission variable de performance qui correspond à ces parts, s'il en existe, est acquise à la société de gestion.

E/ Informations des porteurs

Diffusion des informations concernant l'OPCVM : Les investisseurs qui le demanderont, pourront recevoir par courrier, par télécopie ou par mail les documents périodiques obligatoires (rapports semestriel et annuel).

Toutes les informations concernant cet OPCVM peuvent être obtenues en s'adressant directement auprès de la société de gestion :

Diamant Bleu Gestion

63 Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

Pour toute demande spécifique, vous pouvez contacter dl@diamantbleugestion.com

Communication concernant les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) : Les informations concernant les critères ESG sont disponibles sur le site www.diamantbleugestion.com

La **politique de rémunération des collaborateurs de Diamant Bleu Gestion** est élaborée et tenue à jour par ses deux dirigeants. Elle concerne tous les collaborateurs et couvre l'ensemble des rémunérations. Elle respecte les principes auxquels Diamant Bleu Gestion est soumis au titre des agréments reçus et ce d'une manière adaptée à sa taille, son organisation interne ainsi qu'à la nature et la complexité de ses activités. Elle n'encourage pas à la prise de risque. Un descriptif de la politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet www.diamantbleugestion.com. Une version papier sera mise gratuitement à disposition de tout investisseur qui en fera la demande auprès de la société de gestion.

F/ Règles d'investissement

Ratios réglementaires applicables à l'OPCVM

Les ratios réglementaires applicables sont ceux décrits dans le Code Monétaire et Financier (article R.214-1 et suivants).

Il s'agit d'un OPCVM de type A, avec calcul de l'engagement en méthode linéaire.

G/ Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs

▪ Règles d'évaluation

Diamant Bleu Gestion délègue le calcul de la valeur liquidative du FCP ORCHIDEE I Long/Short, qui sera calculée par le valorisateur BNP Paribas Securities Services quotidiennement. Diamant Bleu Gestion conserve la responsabilité du calcul de la valeur liquidative.

Les actions européennes sont négociées sur un marché réglementé et valorisées sur la base du cours de bourse de clôture.

Les CFD sont valorisés sur la base des cours de bourse de clôture de leurs sous jacents actions. Les contrats Futures et options sur indices sont négociés sur un marché réglementé et valorisés sur la base de leur cours de compensation.

Les parts ou actions d'OPCVM sont valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

La valeur liquidative de la part est calculée en divisant la valeur liquidative du FCP par le nombre de parts du FCP. Cette valeur liquidative tient compte des frais qui sont déduits de l'actif du FCP.

▪ Règles de comptabilisation

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus. Les revenus sont enregistrés en coupon encaissé.

Les titres en portefeuille sont inscrits au bilan à leur valeur actuelle.

Les données comptables ne font l'objet d'aucune réintégration ou rectification pour l'arrêté des comptes de l'exercice. Cette méthode est par conséquent, cohérente avec celle utilisée pour le calcul des valeurs liquidatives (principe de constance des méthodes de calcul).

Règlement du FCP Orchidée I L/S

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds (ou le cas échéant, du compartiment). Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter du 13/05/08 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, la direction de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Les seuils minimums de souscriptions prévus selon le type d'investisseur devront être respectés.

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application de l'article L. 214-8-7 second alinéa du code monétaire et financier dans le cas suivant :

- dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus de l'OPCVM.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds. La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des Marchés Financiers tout fait ou décision concernant l'OPCVM dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° à constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° à entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion, établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 – Sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le FCP a opté pour la capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion. Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à la Commission des opérations de bourse le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, le dépositaire, ou la société de gestion, est chargé(e) des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.